



Emplois, services publics : rien ne va plus...

La clinique de Villeneuve, le PSV et l'entreprise Eurocer menacés dans leur existence même.

**Union Locale
du Villeneuvois**

Il y a trois ans, en 2014, pour des raisons dogmatiques de privatisation de la santé publique, « l'Agence Régionale de Santé », les pouvoirs publics et politiques imposaient la création de deux « Groupements de Coopération Sanitaire » de droit privé sur le Pôle de Santé du Villeneuvois.

Objectif : faciliter l'arrivée du groupe VEDICI qui possède la clinique et lui permettre de réaliser son unique objectif, des profits pour ses actionnaires.

C'était ça ou la mort de l'hôpital, souvenez-vous !...

Combinés avec le « Plan de Retour à L'Équilibre », imposé par l'Agence Régionale de Santé, ces deux GCS ont été utilisés pour supprimer de nombreux emplois dans la fonction publique comme dans la clinique et organiser la dégradation des conditions de travail.

En 2015 le groupe VEDICI met la main sur le groupe VITALIA et devient le groupe ELSAN. Enfin, depuis un an, des tractations ont lieu avec le groupe MEDIPOLE-PARTENAIRES et viennent d'aboutir au rachat de ce dernier.

ELSAN devient ainsi le premier groupe financier privé dans la santé en France, 120 établissements et 2 milliards de Chiffre d'Affaire...

Pour des raisons nébuleuses de concurrence, aujourd'hui ELSAN n'hésite pas à laisser tomber son établissement historique qu'est la clinique de Villeneuve et du même coup, le Pôle de santé.

Comme il y a trois ans, sa seule motivation est financière.

Rien à voir avec les besoins de la population.

Selon un communiqué de « l'autorité de la concurrence », le groupe ELSAN doit vendre la clinique à un autre groupe privé !....

Mais qui voudrait bien acquérir une clinique qui n'a même plus les autorisations d'activité puisqu'elles appartiennent au « Groupement de Coopération Sanitaire » ?...

...Et qui voudrait bien acquérir une petite clinique encerclée dans une zone géographique où règne en maître le groupe ELSAN ?

Aussi, ne nous faisons pas d'illusion quant à l'existence d'un réel et sérieux repreneur.

Mais sans repreneur, la clinique disparaît, entraînant dans sa chute le PSV et l'hôpital du fait de la gestion comptable imposée par les lois Bachelot et suivantes.

Par la voix des directeurs du PSV, il n'y aurait rien à craindre, ni pour les personnels, ni pour la survie de l'hôpital, ni pour l'offre de soin en villeneuvois !...

Dormez tranquille, on s'occupe de tout !...

Que va-t-il se passer maintenant ?

Le gouvernement précédent venait juste de décider une économie d'un milliard par an sur l'Hôpital Public, celui de Macron vient d'ajouter trois milliards d'économies supplémentaires sur le budget de la santé.

Enfin la création des GHT, « *Groupement Hospitalier de Territoire* » permet de centraliser toute l'activité chirurgicale sur Agen.

L'absence de repreneur pourrait bien faciliter la manœuvre...

**Incapable de rembourser les emprunts de la construction à lui seul,
Ce serait, là aussi, la fin du PSV et de l'hôpital.
Resteront les dettes pour la population.**

La preuve est faite :

On ne peut pas faire confiance à un groupe financier privé pour mettre en œuvre les objectifs du service public hospitalier.

Aujourd'hui à nos yeux, ce qui compte c'est le maintien de la capacité hospitalière pour la population et le maintien de l'emploi.

Il faut mettre fin à cette gestion chaotique du service public hospitalier.

La seule issue capable de satisfaire les besoins de la population consiste à intégrer dans l'hôpital la capacité hospitalière de la clinique et de fonctionnariser tous les salariés de la clinique qui le désirent.

L'objectif est d'empêcher que la privatisation de l'hôpital ne passe par une autre porte, celle de la casse du statut des personnels.

Il y va de l'avenir de vies humaines, de l'avenir du PSV et de la capacité hospitalière du villeneuvois.

EURO CER...

Cette entreprise, qui fabrique des petits déjeuners, connaît elle aussi des difficultés et est en redressement judiciaire depuis le 22 mars.

La direction de l'entreprise, aujourd'hui déchue, tente de supprimer onze emplois, soit le tiers des effectifs, mettant ainsi en péril l'avenir de l'usine.

Bien entendu, les militants CGT sont visés par cette charrette.

La semaine dernière, le 4 juillet, le tribunal de commerce examinait les offres de reprise.

Quatre repreneurs potentiels se sont fait connaître, l'un d'eux propose même de réembaucher les onze licenciés !... réponse avant le 21 juillet.

Ce qui s'est passé depuis plusieurs mois est inadmissible et potentiellement dangereux pour l'entreprise et tous ses salariés.

On ne doit plus se contenter d'être spectateur.

**L'emploi et les services publics valent bien qu'on s'en occupe un peu,
vous ne croyez pas ?**

**Dans les semaines qui viennent, il nous faudra nous mobiliser toutes
et tous ensemble pour défendre l'emploi partout où il est menacé et
imposer le maintien d'un hôpital public de qualité dans le
villeneuvois.**